

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 mars 2022
(Convocation du 15 mars 2022)

Aujourd'hui, le 23 mars 2022 à 16h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	7
• Voix	7
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	7
• Voix	7
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Mieux reconstruire après inondation "MIRAPI" - Convention établie avec l'Etat et le Département pour l'animation par l'EPTB du dispositif - Avenant n°1

Exposé des motifs :

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, sur le fondement de l'article 37-1 de la Constitution. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues. Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'image de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (programme d'actions de prévention des inondations). Deux territoires ont été retenus pour la conduite de cette expérimentation : les Landes et les Alpes maritimes

Par convention entre l'État, l'EPTB et le Département des Landes en date du 30 novembre 2021, l'animation de ce dispositif MIRAPI a été confiée à l'EPTB pour l'opération conduite sur le département des Landes.

Le périmètre d'exécution du dispositif défini par l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes pour lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » a été publié au journal officiel le 6 octobre 2021.

Les crues survenues entre le 9 et 12 décembre 2021 ont engendré la publication d'un second arrêté ministériel en date du 21 décembre 2021 élargissant le périmètre du dispositif aux 10 communes listées dans l'arrêté du 16 décembre 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par l'État.

Par ailleurs, l'État sollicite que, dans le cadre de la mission d'animation du dispositif expérimental qui lui est confié, l'EPTB puisse assurer pour le compte de l'État une mission supplémentaire relative à la pré-instruction des dossiers de demande de subvention qui émaneront des particuliers relatifs au financement des travaux de réduction de vulnérabilité de leurs biens.

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 21 décembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu la délibération DM2-2021-n°E2 en date du 19 novembre 2021 du Département autorisant son président à signer la convention et tout document y afférant,

Considérant la demande de l'État de confier à l'EPTB la mission de pré-instruction des dossiers de demande d'aide,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention relative à l'animation d'un dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI) établie avec l'Etat et le Département des Landes, tel qu'annexé

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



- d'autoriser le président à le signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à son exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 23 mars 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



**PRÉFÈTE
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022



ID : 040-254002264-20220323-220323H1584H1-DE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**Département
des Landes**

AVENANT N° 1

Convention relative à l'animation d'un dispositif expérimental
« Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)



Entre :

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° 2022_B_19 en date du 23 mars 2022,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

L'État, représenté par Madame Françoise Tahéri, préfet des Landes,

ci-après dénommé : l'**État**

Et :

Le Département des Landes, domicilié au 23 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Xavier Fortinon, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021,

ci-après dénommé : le **Département**

L'État et le Département sont ci-après désignés conjointement par **financeurs**.

L'EPTB, l'État et le Département sont ci-après désignés individuellement par **partie** et conjointement par **parties**.





Préambule

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, sur le fondement de l'article 37-1 de la Constitution. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'image de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (programme d'actions de prévention des inondations).

Le périmètre d'exécution du dispositif défini par l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes pour lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » a été publié au journal officiel le 6 octobre 2021.

Les crues survenues entre le 9 et 12 décembre 2021 ont engendré la publication d'un second arrêté ministériel en date du 21 décembre 2021 élargissant le périmètre du dispositif aux 10 communes listées dans l'arrêté du 16 décembre 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle par l'État.

Les termes du présent avenant ont donc pour objet l'extension du périmètre du partenariat entre l'EPTB, l'État et le Département pour l'animation du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » à l'échelle des territoires éligibles du département des Landes.

Par ailleurs, l'État sollicite que, en complément de la mission d'animation du dispositif expérimental qui lui est confiée, l'EPTB puisse assurer pour le compte de l'État une mission supplémentaire relative à la pré-instruction des dossiers de demande de subvention qui émaneront des particuliers relatifs au financement des travaux de réduction de vulnérabilité de leurs biens. De plus, le dispositif d'animation étant essentiel dans la réussite de l'expérimentation, l'État sera associé au processus de pré-sélection des animateurs.

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 21 décembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu la délibération n°2022_B_19 en date du 23 mars 2022 de l'EPTB approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,

Vu la délibération DM2-2021-n°E2 en date du 19 novembre 2021 du Département autorisant son président à signer la convention et tout document y afférant,

Considérant la demande de l'État de confier à l'EPTB la mission de pré-instruction des dossiers de demande d'aide aux travaux de réduction de vulnérabilité des biens à usage d'habitation,





IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention du 30 novembre 2021 pour prendre en compte les évolutions induites par l'extension du périmètre du projet aux communes présentes dans l'arrêté du 21 décembre 2021 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » ainsi que la demande de l'État à l'EPTB d'assurer une mission supplémentaire relative à la pré-instruction des dossiers de demande de subvention aux travaux de réduction de la vulnérabilité des biens à usage d'habitation.

Les articles modifiés de la convention cadre sont les suivants :

- article 3 « Périmètre géographique du projet », remplacé par l'article 2 du présent avenant ;
- article 5 « Détail des missions d'animation », remplacé par l'article 3 du présent avenant ;

Les annexes modifiées de la convention cadre sont les suivantes :

- annexe 1 « Liste des communes et EPCI-FP », remplacée par l'annexe 1 du présent avenant ;
- annexe 3 « Calendrier prévisionnel de la démarche », remplacée par l'annexe 2 du présent avenant.

Les articles 2, 4, 6 et 7 à 11 de la convention du 30 novembre 2021 sont reconduits dans les mêmes termes.

Article 2. Périmètre géographique du projet

Le présent article annule et remplace l'article 3 de la convention de partenariat.

Le projet est applicable sur le territoire des communes des Landes listées dans l'arrêté du 27 septembre 2021 et l'arrêté du 21 décembre 2021 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation », indiquées ci-après et cartographiées en annexe 1 :

Aire-sur-l'Adour, Aureilhan, Aurice, Azur, Bas-Mauco, Bégaar, Béhus, Bostens, Bougue, Callen, Candresse, Capbreton, Carcen-Ponson, Cauna, Dax, Gousse, Gouts, Josse, Losse, Magescq, Mimbaste, Mimizan, Mont-de-Marsan, Montsoué, Narrosse, Onard, Ondres, Pey, Préchacq-les-Bains, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Geours-de-Maremne, Saint-Gor, Saint-Jean-de-Lier, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Perdon, Saint-Pierre-du-Mont, Saint-Sever, Saint-Vincent-de-Paul, Saubusse, Sagnac-et-Cambran, Soustons, Tartas, Tercis-les-Bains, Téthieu, Toulouzette, Vicq-d'Auribat, Vieux-Boucau-les-Bains, Villeneuve-de-Marsan, Yzosse, Cauneille, Hastingues, Oeyregave, Orthevielle, Peyrehorade, Port-de-Lanne, Saint-Barthélemy, Sainte-Marie-de-Gosse, Saint-Laurent-de-Gosse, Saint-Martin-de-Seignanx.

L'annexe 1 de la convention cadre concernant la liste des communes concernées est remplacée par l'annexe 1 du présent avenant.

Article 3. Détail des missions d'animation

Mission 1 : appréhender le contexte

- Préparation technique, financière et administrative de l'expérimentation
- Dimensionner les besoins (techniques et financiers) en termes de diagnostics de réduction de vulnérabilité et de travaux afférents, et les moyens à mettre en œuvre (animateurs, commande publique, etc...)
- Organiser la mise en œuvre opérationnelle,

Mission 2 : fédérer les acteurs autour du projet





- Informer, sensibiliser et mobiliser les EPCI-FP concernés du département, les conforter dans leur rôle de relai auprès des communes et des administrés ciblés, avec l'appui des services de l'État
- Organiser et formaliser les partenariats avec les EPCI-FP,
- Mobiliser les partenaires institutionnels du secteur de l'assurance et du bâtiment,

Mission 3 : informer et communiquer auprès des propriétaires d'habitations

- Informer, en coordination avec les collectivités locales (EPCI-FP et Communes) l'ensemble de la population de l'existence et du contenu de l'opération,
- Élaboration d'outils de communication adaptés et organisation de leur diffusion en lien avec les collectivités locales (EPCI-FP et Communes)

Mission 4 : accompagner la réalisation des diagnostics et des préconisations

- Dimensionner et organiser la commande publique des diagnostics
- Établir les partenariats, et mobiliser les cofinancements et les participations afférents à la réalisation des diagnostics,
- Suivre l'avancement de la réalisation des diagnostics

Mission 5 : assister, conseiller et accompagner les propriétaires avant et pendant le diagnostic et avant et pendant les travaux

- Accompagner les propriétaires dans les démarches administratives afférentes aux diagnostics qui devront être réalisés avant le 30 septembre 2023. Guider et conseiller les propriétaires dans la définition du programme de travaux, la constitution du dossier de demande de financement à déposer à la DDTM avant le 30 novembre 2023 afin que celle-ci puisse finaliser les engagements financiers juridiques avant le 31 décembre 2023.
- S'assurer du bon déroulement des travaux et accompagner les propriétaires dans la constitution de leur dossier de demande de paiement de leurs travaux.

Mission 6 : suivre et évaluer le dispositif

- Évaluer l'opération au moyen d'indicateurs pertinents
- Suivre l'avancement des actions,
- Identifier les leviers et les freins à la mise en œuvre des diagnostics et des travaux,
- Rédiger le bilan de l'opération.

La mission complémentaire de pré-instruction des dossiers de demande de subvention de travaux de réduction de la vulnérabilité des biens à usage d'habitation et des dossiers de demande de paiement de l'aide avant leurs dépôts à la DDTM, qui sera réalisée par l'EPTB pour le compte de l'État fera l'objet d'une convention spécifique dédiée à intervenir entre l'État et l'EPTB.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Françoise Tahéri
Préfet des Landes

Xavier Fortinon
Président du Département des Landes



Annexe n° 1 : Carte et listes des collectivités concernées

Communes concernées par le dispositif MIRAPI dans les Landes

EPCI-FP	Nb communes
CA du Grand Dax	10
CA Mont-de-Marsan Agglomération	5
CC Chalosse Tursan	5
CC Cœur Haute Lande	1
CC Aire-sur-l'Adour	1
CC Mimizan	2
CC Landes d'Armagnac	2
CC Pays de Villeneuve en Armagnac Landais	1
CC Pays Tarusate	4
CC Seignanx	4
CC Maremne Adour Côte Sud	9
CC Pays d'Orthe et Arrigans	9
CC Terres de Chalosse	6
Total Général	59



